

Signature de l'accord-cadre portant création de la MJD
Saint-Lô - Jeudi 16 février 2012

Monsieur le préfet,
Monsieur le maire (François DIGARD),
Monsieur le député (Philippe GOSSELIN),
Monsieur le président du Conseil général (Jean-François LE GRAND),
Mesdames et Messieurs les élus,

Messieurs les chefs de juridiction,
Mesdames et Messieurs les magistrats,

Madame le bâtonnier (Bénédicte MAST),
Mesdames et messieurs les représentants des professions,

Monsieur le Directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse,
Monsieur le Directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation,

Mesdames et Messieurs,

- Développer l'accès au droit et le réseau judiciaire de proximité est une priorité.
- L'accord cadre que nous allons signer ce matin en est la démonstration et je m'en réjouis.
- Si pour des raisons de formalités qui n'ont pu être toutes finalisées, la convention définitive instituant la MJD de Saint Lô ne peut être signée aujourd'hui, **je tenais par la signature de cet accord symbolique officialiser la future ouverture de cette maison de justice et du droit** (*second semestre 2012 : date encore non déterminée*).
- Cet accord est en effet l'expression du consensus trouvé entre tous les acteurs du projet, élus, représentants du monde judiciaire, associations.
- **L'implantation de cette structure sur le territoire de votre commune était attendue ; elle répond à un réel besoin de nos concitoyens** : celui de pouvoir bénéficier d'une information et de conseils juridiques au plus près de chez eux, celui de pouvoir disposer de services judiciaires de proximité. La **réforme de la carte judiciaire** avait, en effet, **conduit à la suppression du tribunal de votre ville,**

plaçant la juridiction la plus proche à Coutances, soit près de 30 kilomètres à parcourir pour les Saint-Lois et les Saint-Loises.

- Cette avancée du projet au profit de nos concitoyens nous la devons à **l'importante mobilisation de tous les acteurs du terrain pour promouvoir l'ouverture d'une MJD à Saint Lô : Monsieur le maire, Monsieur le député et Monsieur le président du Conseil général, vous avez permis que ce projet avance dans les meilleures conditions.**

- **Je remercie, la mairie de Saint Lô et la communauté d'agglomération** qui ont mis à disposition, gratuitement, les locaux dans lesquels s'installera la MJD. En retenant une implantation au cœur du centre-ville, vous permettez que cette structure bénéficie de conditions optimales d'installation et de fonctionnement. Je veux aussi remercier la préfecture pour son action.

- Je veux aussi saluer **l'implication des chefs de cour et de juridiction, des membres du conseil départemental de l'accès au droit ainsi que celle des services de la Chancellerie**, qui auront permis que le projet progresse rapidement, pour le meilleur profit de nos concitoyens.

- **Ce projet, chacun de vous y est très attaché, et je sais l'importance pour les communes et leurs habitants de disposer d'une présence judiciaire de proximité.** C'est pourquoi le ministère de la justice et des libertés a déployé les moyens nécessaires à une véritable politique d'accès au droit pour tous, ici même dans le département de la Manche, mais aussi sur l'ensemble du territoire. La Chancellerie s'engage financièrement aux côtés des communes, et à ce stade de votre projet nous avons donné notre accord de principe **pour participer au financement des travaux de réalisation de l'opération** *(pour un montant qui reste à déterminer)* ; **nous contribuerons également à l'équipement de la MJD, notamment en matériel informatique (13 000 euros).**

- La maison de justice et du droit de Saint-Lô fera partie de ces **MJD, dites de « nouvelle génération »**, qui garantissent un accès moderne, gratuit et de qualité au droit et aux services judiciaires.

- Sur les 132 MJD réparties sur l'ensemble du territoire, 8 MJD nouvelle génération sont déjà en fonctionnement, et ont fait la preuve de leur efficacité. Nous prévoyons d'en ouvrir 8 supplémentaires, dans les prochains mois, **dont celle de Saint-Lô**. L'investissement n'est pas négligeable : 1.3 millions d'euros ont en effet été déployés à ce jour par la Chancellerie pour ces MJD nouvelle génération. **Nous avons privilégié leur implantation dans des territoires ruraux, afin de compenser l'éloignement de la juridiction de rattachement.**

- **C'est un ensemble de services très complets qu'offrira votre MJD.** Grâce à la mobilisation des conciliateurs, du représentant du Défenseur des droits, des membres du barreau, des huissiers et notaires, des membres d'association d'aide aux victimes, nos concitoyens pourront bénéficier d'une assistance et d'un conseil juridiques individualisés dans de nombreuses disciplines :

- mesures alternatives aux poursuites assurées par les délégués du procureur,
- médiation pénale, résolution amiable des litiges,
- audiences foraines,
- présence des services de la protection judiciaire de la jeunesse ou des services pénitentiaires d'insertion et de probation, pour assurer les mesures de suivi individuelles,
- des permanences dans de nombreuses disciplines seront accessibles au public, assurées par des conciliateurs, le représentant du Défenseur des Droits, le Barreau,

- Votre MJD est aussi une **structure moderne : elle sera en effet équipée d'un dispositif visio-relais, qui la reliera au greffe du TGI de Coutances.** Je sais, mesdames, messieurs, que vous serez sensibles à l'efficacité de cet équipement, le département de la Manche a en effet déployé depuis plusieurs années déjà de tels équipements visio pour relier les mairies, les maisons de service public, et plus généralement les services publics locaux (*CAF par ex*), ainsi que le tribunal de grande instance de Coutances.

Le nouveau dispositif visio-relais de la MJD permettra à nos concitoyens d'entrer en contact à distance, avec le greffe : ils pourront ainsi évoquer une requête ou une affaire en cours ou encore transmettre des documents par télétransmission. C'est un gain de temps considérable pour les habitants de la commune, et des communes avoisinantes, qui peuvent obtenir au plus près de chez eux l'information nécessaire, leur évitant ainsi des déplacements.

Par la richesse de son offre et le service de proximité et de qualité qu'elle rend au citoyen, le maison de justice et du droit est une structure prometteuse. Votre implication pour doter votre ville d'une MJD est un gage de réussite, et vous pouvez compter sur l'engagement du ministère de la justice et des libertés à vos côtés pour permettre que ce projet voie le jour le plus rapidement possible. Toutes les conditions sont aujourd'hui réunies pour que ce soit le cas, c'est une bonne nouvelle pour nos concitoyens, c'est une bonne nouvelle pour notre justice, qui se rend ainsi toujours plus accessible et plus proche.